

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 93 — 2371

[C — 27414]

8 JUILLET 1993

Arrêté du Gouvernement wallon portant création de commissions des services réguliers, des services réguliers spécialisés et des services de taxis

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment son article 33bis;

Sur la proposition du Ministre des Transports,

Arrête :

Article 1er. Sont créées trois commissions dénommées respectivement commission des services réguliers, commission des services réguliers spécialisés, commission des services de taxis.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les termes « Ministre » désignent le Ministre ayant les Transports dans ses attributions et « sociétés d'exploitation » les sociétés d'exploitation visées au chapitre II du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne.

Art. 3. § 1er. La commission des services réguliers étudie, à la demande du Ministre ou de sa propre initiative, tout problème spécifique aux services réguliers et, en particulier :

- tout projet de modification de la réglementation relative aux services réguliers;
- toute proposition d'adaptation du cahier des charges pour le louage de véhicules avec chauffeur affectés à l'exploitation des services réguliers pour compte des sociétés d'exploitation;
- la fixation du prix de revient standard servant de base à la rémunération des concessionnaires de services réguliers.

En outre, elle formule aux parties les propositions utiles en vue du règlement à l'amiable des différends entre les sociétés d'exploitation et les concessionnaires, lorsque ces différends lui sont soumis par l'une de ces parties.

§ 2. La commission des services réguliers est composée de treize membres :

1° trois fonctionnaires de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports;

2° deux délégués de la Société régionale wallonne du Transport;

3° cinq délégués représentant chacun l'une des sociétés d'exploitation;

4° trois délégués du Conseil francophone des Exploitants d'Autobus et d'Autocars.

Art. 4. § 1er. La commission des services réguliers spécialisés étudie, à la demande du Ministre ou de sa propre initiative, tout problème spécifique aux services réguliers spécialisés et, en particulier :

- tout projet de modification de la réglementation relative aux lignes régulières spécialisées;
- toute proposition d'adaptation du cahier des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- la fixation du prix de revient standard pour les services réguliers spécialisés;

En outre, elle formule aux parties les propositions utiles en vue du règlement à l'amiable des différends entre les sociétés d'exploitation, la Société régionale wallonne du Transport et les exploitants privés de services réguliers spécialisés, lorsque ces différends lui sont soumis par l'une de ces parties.

§ 2. La commission des services réguliers spécialisés est composée de douze membres :

1° trois fonctionnaires de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports;

2° deux délégués de la Société régionale wallonne du Transport;

3° un fonctionnaire du Gouvernement de la Communauté française, service des transports scolaires;

4° un fonctionnaire du Gouvernement de la Communauté germanophone;

5° un délégué du Conseil francophone des Exploitants d'Autobus et d'Autocars;

6° un délégué de l'Entente wallonne des Classes moyennes;

7° un délégué de l'Union wallonne des Entreprises;

8° un délégué de l'Union belge des Ouvriers du Transport;

9° un délégué de la Centrale chrétienne des Ouvriers du Transport.

Art. 5. § 1er. La commission des services de taxis étudie, à la demande du Ministre ou de sa propre initiative, tout problème spécifique aux services de taxis et, en particulier :

- les tarifs à appliquer;
- tout projet de modification de la réglementation sur le transport de personnes par taxis.

§ 2. La commission des services de taxis est composée de onze membres :

1° trois fonctionnaires de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports;

2° deux délégués de la Société régionale wallonne du Transport;

3° deux délégués de la section wallonne de l'Union des Villes et Communes de Belgique;

4° deux délégués de l'Union wallonne des Exploitants de Taxis;

5° deux délégués de la Fédération wallonne des Exploitants indépendants de Taxis.

Art. 6. Des membres suppléants sont désignés pour chacun des membres composant les commissions.

Un délégué du Ministre assiste en qualité d'observateur aux travaux des commissions.

Art. 7. Les membres des délégations, qui sont visées aux articles 3, 4 et 5 et qui représentent un département ministériel, sont désignés par le Gouvernement compétent. Les membres des autres délégations sont désignés par leur autorité respective.

Art. 8. Chaque fois qu'un problème examiné par la commission des services réguliers spécialisés relève de leurs compétences, un délégué de chacune des sociétés d'exploitation participe aux travaux de ladite commission. Ces délégués ont voix délibérative.

Art. 9. Chaque délégation peut être accompagnée de deux experts au maximum, sans voix délibérative.

Art. 10. Le mandat des membres des commissions a une durée de quatre ans et est renouvelable.

Art. 11. La présidence des commissions est assurée par le Directeur général de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports.

Le secrétariat des commissions est assuré par les services de la même Direction générale des Transports, Direction du Transport de personnes.

Art. 12. Les commissions établissent chacune leur règlement d'ordre intérieur respectif, qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 13. Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 7 juillet 1975 relatif aux comités consultatifs régionaux des taxis;

— l'arrêté royal du 14 septembre 1981 fixant la composition du comité consultatif régional wallon des taxis.

Art. 14. Le Ministre ayant les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Économie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 93 — 2371

[C — 27414]

8. JULI 1993

Erlass der Wallonischen Regierung zur Errichtung von Ausschüssen für den Linienverkehr, für Sonderformen des Linienverkehrs und für Taxiunternehmen

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere seines Artikels 33bis;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Es werden drei Ausschüsse errichtet, die jeweils Ausschuß für den Linienverkehr, Ausschuß für Sonderformen des Linienverkehrs und Ausschuß für Taxiunternehmen genannt werden.

Art. 2. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist « Minister » der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, und sind « Betriebsgesellschaften » die Betriebsgesellschaften im Sinne von Kapitel II des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region.

Art. 3. § 1. Der Ausschuß für den Linienverkehr untersucht auf Verlangen des Ministers oder aus eigener Initiative jegliches spezifische Problem des Linienverkehrs und insbesondere :

- jedes Projekt zur Abänderung der Regelung über den Linienverkehr;
- jeden Vorschlag zur Anpassung des Lastenheftes für die Miete von Fahrzeugen mit Fahrer, die für Rechnung der Betriebsgesellschaften zur Betreibung des Linienverkehrs verwendet werden;
- die Festsetzung des einheitlichen Selbstkostenpreises, der als Grundlage für die Bezahlung der Konzessionäre für den Linienverkehr dient.

Ferner macht er den Parteien die zur gütlichen Beilegung der Differenzen zwischen den Betriebsgesellschaften und den Konzessionären nützlichen Vorschläge, wenn eine dieser Parteien ihm diese Differenzen unterbreitet.

§ 2. Der Ausschuß für den Linienverkehr umfaßt dreizehn Mitglieder :

1° drei Beamte der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

2° zwei Vertreter der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft;

3° fünf Vertreter, die jeweils eine der Betriebsgesellschaften repräsentieren;

4° drei Vertreter des Französischsprachigen Rates der Kraftomnibusse.

Art. 4. § 1. Der Ausschuß für Sonderformen des Linienverkehrs untersucht auf Verlangen des Ministers oder aus eigener Initiative jegliches spezifische Problem der Sonderformen des Linienverkehrs und insbesondere :

- jedes Projekt zur Abänderung der Regelung über die Sonderformen des Linienverkehrs;
- jeden Vorschlag zur Anpassung des Lastenheftes in bezug auf den Transport der Schüler der von der Französischen Gemeinschaft organisierten und bezuschulften Lehranstalten;
- die Festsetzung des einheitlichen Selbstkostenpreises für die Sonderformen des Linienverkehrs.

Ferner macht er den Parteien die zur gütlichen Beilegung der Differenzen zwischen den Betriebsgesellschaften, der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft und den privaten Betreibern von Sonderformen des Linienverkehrs nützlichen Vorschläge, wenn eine dieser Parteien ihm diese Differenzen unterbreitet.

§ 2. Der Ausschuß für Sonderformen des Linienverkehrs umfaßt zwölf Mitglieder :

1° drei Beamte der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

2° zwei Vertreter der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft;

3° einen Beamten der Regierung der Französischen Gemeinschaft, Dienststelle für Schülertransporte;

- 4° einen Beamten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
- 5° einen Vertreter des Französischsprachigen Rates der Kraftomnibusse;
- 6° einen Vertreter des Wallonischen Verbandes des Mittelstands;
- 7° einen Vertreter der Wallonischen Union der Betriebe;
- 8° einen Vertreter des Belgischen Transportarbeiterverbandes;
- 9° einen Vertreter der Christlichen Zentrale der Transportarbeiter.

Art. 5. Der Ausschuß für Taxiunternehmen untersucht auf Verlangen des Ministers oder aus eigener Initiative jegliches spezifische Problem der Taxiunternehmen und insbesondere :

- die anzuwendenden Tarife;
- jedes Projekt zur Abänderung der Regelung über die Personenbeförderung per Taxi.

§ 2. Der Ausschuß für Taxiunternehmen umfaßt elf Mitglieder :

- 1° drei Beamte der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 2° zwei Vertreter der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft;
- 3° zwei Vertreter der Wallonischen Abteilung des Belgischen Städte- und Gemeindeverbandes;
- 4° zwei Vertreter der Wallonischen Union der Taxiunternehmer;
- 5° zwei Vertreter des Wallonischen Verbandes der Selbständigen Taxiunternehmer.

Art. 6. Für jedes Mitglied der Ausschüsse wird ein Ersatzmitglied benannt.

Ein Beauftragter des Ministers wohnt den Arbeiten der Ausschüsse als Beobachter bei.

Art. 7. Die Mitglieder der Vertretungen, die in den Artikeln 3, 4 und 5 erwähnt sind und die ein Ministerium repräsentieren, werden von der zuständigen Regierung benannt. Die Mitglieder der anderen Vertretungen werden von ihrer jeweiligen Behörde benannt.

Art. 8. Ein Vertreter jeder der Betriebsgesellschaften nimmt an den Arbeiten des Ausschusses für Sonderformen des Linienverkehrs teil, und zwar jedesmal, wenn ein vom diesem Ausschuß untersuchtes Problem in ihren Zuständigkeitsbereich fällt.

Diese Vertreter haben beschließende Stimme.

Art. 9. Jede Vertretung kann von höchstens zwei Sachverständigen begleitet werden, die keine beschließende Stimme haben.

Art. 10. Die Mitglieder der Ausschüsse haben eine Amtszeit von vier Jahren und können wiedervernannt werden.

Art. 11. Der Vorsitz der Ausschüsse wird vom Generaldirektor der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen geführt.

Die Sekretariatsgeschäfte der Ausschüsse werden von den Dienststellen dieser Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen wahrgenommen.

Art. 12. Jeder Ausschuß gibt sich eine Geschäftsordnung, die dem Minister zur Genehmigung vorgelegt wird.

Art. 13. Folgende Erlasse werden aufgehoben :

- der Königliche Erlaß vom 7. Juli 1975 betreffend die regionalen beratenden Komitees der Taxiunternehmen;
- der Königliche Erlaß vom 14. September 1981 zur Festlegung der Zusammensetzung des wallonischen regionalen beratenden Komitees der Taxiunternehmen.

Art. 14. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 93 — 2371

[C — 27414]

8 JULI 1993

Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van commissies voor geregelde diensten, gespecialiseerde geregelde diensten en taxidiensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 33bis;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Er worden drie commissies opgericht, met name : de commissie voor geregelde diensten, de commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten en de commissie voor taxidiensten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder « Minister » de Minister tot wiens bevoegdheden Vervoer behoort en « exploitatiemaatschappijen » de exploitatiemaatschappijen bedoeld in hoofdstuk II van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest.

Art. 3. § 1. De commissie voor geregelde diensten bestudeert, op verzoek van de Minister of op eigen initiatief, elk probleem eigen aan de geregelde diensten, met name :

- elk ontwerp van wijziging van de reglementering voor de geregelde diensten;
- elk voorstel tot aanpassing van het bestek voor het verhuren van voertuigen met bestuurder, bestemd voor de exploitatie van geregelde diensten voor rekening van de exploitatiemaatschappijen;
- de vastlegging van de standaardkostprijs die als basis dient voor de bezoldiging van de concessiehouders van geregelde diensten.

Aan de partijen doet ze bovendien nuttige voorstellen voor de minnelijke schikking van geschillen tussen de exploitatiemaatschappijen en de concessiehouders wanneer die geschillen haar door één van de partijen worden voorgelegd.

§ 2. De commissie voor geregelde diensten bestaat uit dertien leden :

- 1° drie ambtenaren van de algemene directie Vervoer van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer;
- 2° twee afgevaardigden van de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse Gewestelijke Vervoer-maatschappij);
- 3° vijf afgevaardigden die elk één van de exploitatiemaatschappijen vertegenwoordigen;
- 4° drie afgevaardigden van de « Conseil francophone des Exploitants d'Autobus et d'Autocars » (Franstalige Raad voor Autobus- en Autocarexploitanten).

Art. 4. § 1. De commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten bestudeert, op verzoek van de Minister of op eigen initiatief, elk probleem eigen aan de gespecialiseerde geregelde diensten, met name :

- elk ontwerp van wijziging van de reglementering voor de gespecialiseerde geregelde lijnen;
- elk voorstel tot aanpassing van het bestek inzake het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken;
- de vastlegging van de standaardkostprijs voor gespecialiseerde geregelde diensten.

Aan de partijen doet ze bovendien nuttige voorstellen voor de minnelijke schikking van geschillen tussen de exploitatiemaatschappijen, de « Société régionale wallonne du Transport » en de privé-exploitanten van gespecialiseerde geregelde diensten wanneer die geschillen haar door één van de partijen worden voorgelegd.

§ 2. De commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten bestaat uit twaalf leden :

- 1° drie ambtenaren van de algemene directie Vervoer van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer;
- 2° twee afgevaardigden van de « Société régionale wallonne du Transport »;
- 3° één ambtenaar van de Franse Gemeenschapsregering, dienst Leerlingenvervoer;
- 4° één ambtenaar van de Duitse Gemeenschapsregering;
- 5° één afgevaardigde van de « Conseil francophone des Exploitants d'Autobus et d'Autocars »;
- 6° één afgevaardigde van de « Entente wallonne des Classes moyennes »;
- 7° één afgevaardigde van de « Union wallonne des Entreprises » (Waalse Ondernemersbond);
- 8° één afgevaardigde van de Belgische Transportarbeidersbond;
- 9° één afgevaardigde van de Christelijke Centrale voor de Vervoerarbeiders.

Art. 5. § 1. De commissie voor taxidiensten bestudeert, op verzoek van de Minister of op eigen initiatief, elk probleem eigen aan de taxidiensten, met name :

- de toe te passen tarieven;
- elk ontwerp van wijziging van de reglementering voor het taxivervoer.

§ 2. De commissie voor taxidiensten bestaat uit elf leden :

- 1° drie ambtenaren van de algemene directie Vervoer van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer;
- 2° twee afgevaardigden van de « Société régionale wallonne du Transport »;
- 3° twee afgevaardigden van de Waalse afdeling van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten;
- 4° twee afgevaardigden van de « Union wallonne des Exploitants de Taxis » (Waalse vereniging van taxi-exploitanten);
- 5° twee afgevaardigden van de « Fédération wallonne des Exploitants indépendants de Taxis » (Waalse vereniging van zelfstandige taxi-exploitanten).

Art. 6. Voor elk commissielid wordt een vervangend lid aangewezen.

Een afgevaardigde van de Minister woont de werkzaamheden van de commissie als waarnemer bij.

Art. 7. De leden van de afvaardigingen die in de artikelen 3, 4 en 5 bedoeld worden en een ministerieel departement vertegenwoordigen, worden door de bevoegde regering aangeduid. De leden van de andere afvaardigingen worden door hun respectievelijke overheid aangeduid.

Art. 8. Telkens als een door de commissie voor gespecialiseerde geregelde diensten onderzocht probleem tot hun bevoegdheden behoort, neemt een afgevaardigde van elk van de exploitatiemaatschappijen deel aan de werkzaamheden van de commissie.

Die afgevaardigden zijn stemgerechtigd.

Art. 9. Elke afvaardiging mag zich laten begeleiden door hoogstens twee deskundigen die niet stemgerechtigd zijn.

Art. 10. Het mandaat van de leden van de commissies duurt vier jaar en is hernieuwbaar.

Art. 11. Het voorzitterschap van de commissies wordt waargenomen door de directeur-generaal van de algemene directie Vervoer van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

Het secretariaat van de commissies wordt waargenomen door de diensten van dezelfde algemene directie Vervoer, directie Personenvervoer.

Art. 12. De commissies stellen hun eigen reglement van inwendige orde vast alvorens het aan de goedkeuring van de Minister voor te leggen.

Art. 13. Worden opgeheven :

- het koninklijk besluit van 7 juli 1975 betreffende de regionale comités van advies voor de taxi's;
- het koninklijk besluit van 14 september 1981 houdende samenstelling van het Waals regionaal comité van advies voor de taxi's.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheden Vervoer behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 28 septembre 1993 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Delire, A., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Houffalize.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions :

— Mme Somer, M.-P., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège, est nommée à titre définitif en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal à la date du 16 octobre 1993.

Par arrêté royal du 29 septembre 1993, est nommé greffier en chef du tribunal de première instance de Courtrai, M. De Clercq, A., greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton d'Oostrozebeke.

Par arrêté ministériel du 30 septembre 1993, Mme Franck, M., greffier au tribunal de première instance d'Anvers, est déléguée temporairement en la même qualité à la justice de paix du canton de Herentals, à partir du 15 octobre 1993.

Par arrêté ministériel du 30 septembre 1993, il est mis fin à la délégation aux fonctions de commis-secretaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines de M. Geens, P., rédacteur principal à ce parquet.

Par arrêté ministériel du 30 septembre 1993, M. Van Asch, B., employé sous contrat au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines, est délégué temporairement aux fonctions de commis-secretaire à ce parquet.

MINISTERE DES FINANCES

Administration centrale des contributions directes

Démissions honorables

Par arrêté royal du 31 mars 1993, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er septembre 1993, à M. Lietart, A.E., conseiller adjoint, qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 26 avril 1993, démission honorable de leurs fonctions est accordée, à partir du 1er octobre 1993, à MM. Scheerlinck, O.C., premier conseiller, et De Broeck, R.J., inspecteur général, qui sont admis à faire valoir leurs droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de leurs fonctions.

Par arrêté royal du 14 juin 1993, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er septembre 1993, à M. Lemeire, F., inspecteur général, qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 28 september 1993 :

— is aan de heer Delire, A., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Houffalize.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren;

— is Mevr. Somer, M.-P., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, voor vast benoemd tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank op datum van 16 oktober 1993.

Bij koninklijk besluit van 29 september 1993 is benoemd tot hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, de heer De Clercq, A., griffier-hoofd van de griffie van het vrederecht van het kanton Oostrozebeke.

Bij ministerieel besluit van 30 september 1993 is aan Mevr. Franck, M., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, opdracht gegeven om haar ambt te vervullen bij het vrederecht van het kanton Herentals, vanaf 15 oktober 1993.

Bij ministerieel besluit van 30 september 1993 is een einde gesteld aan de opdracht tot klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen van de heer Geens, P., eerstaanwezend opsteller bij dit parket.

Bij ministerieel besluit van 30 september 1993 is aan de heer Van Asch, B., beambte op arbeidsovereenkomst bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-secretaris bij dit parket te vervullen.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Hoofdbestuur der directe belastingen

Eervolle ontslagverleningen

Bij koninklijk besluit van 31 maart 1993 wordt, met ingang van 1 september 1993, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Lietart, A.E., adjunct-adviseur, die aanspraak heeft op rustpensioen en gemachtigd wordt de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1993 wordt, met ingang van 1 oktober 1993, eervol ontslag uit hun ambt verleend aan de heren Scheerlinck, O.C., eerste adviseur, en De Broeck, R.J., inspecteur-generaal, die aanspraak hebben op rustpensioen en gemachtigd worden de titel van hun ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 14 juni 1993 wordt, met ingang van 1 september 1993, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Lemeire, F., inspecteur-generaal, die aanspraak heeft op rustpensioen en gemachtigd wordt de titel van zijn ambt eershelve te voeren.